

DECLARATION DES ORGANISATIONS SYNDICALES

Hier, 19 mars 2009, les salariés sont descendus massivement dans la rue, à l'appel des Organisations Syndicales CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA.

Pour leur part, les lorrains ont exprimé fortement leurs inquiétudes et l'attente de mesures qui prennent compte leur situation.

Le nombre de lorrains qui ont manifesté est impressionnant, les Organisations Syndicales en ont décompté plus de 60 000 !

Et c'est sans compter ceux qui n'ont pas pu être présents, en particulier des petites entreprises, des petits commerces, petites structures, ... Et pourtant certains ont même pris des jours d'absence pour pouvoir exprimer leur exigence d'une autre politique sociale...

Tous les observateurs confirment que les salariés du privé étaient majoritairement représentés dans les cortèges.

Les effets de la crise économique et financière s'accroissent et accroissent les inquiétudes des salariés.

La recrudescence des suppressions d'emploi, d'utilisation du chômage partiel, contribue à amplifier la récession et pèse lourd sur le pouvoir d'achat qui se dégrade.

La forte mobilisation du 29 janvier a déjà conduit le Président de la République à annoncer à l'occasion de la rencontre avec les partenaires sociaux, le 18 février, une légère inflexion sociale à son plan de relance.

En réponse à une partie des revendications avancées par les organisations syndicales, des mesures ont été annoncées, des processus de concertation proposés sur le partage de la valeur ajoutée et des profits, un fonds d'investissement social programmé.

Pour les organisations syndicales CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA les mesures sont trop parcellaires pour modifier le cap économique de la politique gouvernementale.

Par ailleurs, le Président refuse catégoriquement d'augmenter le Smic, de modifier sa politique d'emploi dans les fonctions publiques et de revenir sur la défiscalisation des heures supplémentaires...

A cela s'ajoutent l'attitude dogmatique du patronat et son refus d'assumer ses responsabilités.

La crise nécessite des réponses d'une toute autre portée.

Si le Gouvernement et les responsables patronaux entendent ce cri de colère des salariés, des demandeurs d'emploi, des retraités, il leur faut maintenant y répondre et vite !

Nous rappelons que les points qui nous unissent sont :

- Ø Défendre l'emploi privé et public
- Ø Lutter contre la précarité et les dérèglementations économiques et sociales
- Ø Exiger des politiques de rémunération qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs, des retraités, et réduisent les inégalités
- Ø Défendre le caractère collectif et solidaire de la protection sociale, des services publics de qualité.

Ce matin même, les Organisations Syndicales se rencontrent et examinent la suite à ce 19 mars.

Nous souhaitons que le Gouvernement et le Patronat répondent aux attentes des millions de personnes qui ont exprimé leurs exigences dans la rue.